



Vue d'ensemble de l'impact climatique des mesures mises en œuvre par les acteurs financiers

■ EXECUTIVE SUMMARY



Sur mandat de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV)



Concernant ce rapport

Ce rapport apporte une contribution pour l'analyse de différentes voies de transmission et des mesures correspondantes théoriquement à la disposition des acteurs financiers afin de déclencher des changements pertinents pour le climat dans les entreprises de l'économie réelle. A cet effet, les dernières publications universitaires et non universitaires ont été répertoriées et analysées de manière systématique; une réflexion critique des voies de transmission quant à la mise en œuvre déjà intervenue dans la pratique a également été menée. Les six voies de transmission analysées et discutées dans ce rapport sont les suivantes: marché secondaire, investissements directs, biens immobiliers, crédit, assurances et politique.

Mandataire

Office fédéral de l'environnement (OFEV), Division Climat, CH-3003 Berne
L'OFEV est un office du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC).

Mandant

CSSP – Center for Social and Sustainable Products AG (CSSP)

Le CSSP est une société de recherche et de conseil indépendante. Depuis 2009, le CSSP aide ses clients à comprendre, à déterminer et à modifier les «ESG & gestion des risques climatiques». yourSRI, un produit du CSSP, est une plateforme FinTech qui analyse quotidiennement la durabilité d'actifs gérés s'élevant à quelque 15 milliards d'euros. yourSRI fusionne des données financières conventionnelles et des données ESG & Climat afin de déterminer sur cette base les KPI ESG & Climat d'un portefeuille d'investissement et de placements collectifs et de rendre possibles les processus de reporting correspondants.

Auteurs

Lars Kaiser (Direction du projet, Senior Consultant, CSSP AG), Oliver Oehri (Founding Partner, CSSP AG)

Citations

Kaiser, L. & Oehri, O. (2020). Vue d'ensemble de l'impact climatique des mesures mises en œuvre par les acteurs financiers. CSSP – Center for Social and Sustainable Products AG (CSSP); pour le compte de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV).

Encadrement

Silvia Ruprecht, section politique climatique, OFEV (Direction du projet)
Gabriela Blatter, domaine des questions financières internationales, OFEV
Ines Barnetta, section assurances et risques, SFI
Blondiau Yuliya, section régulation du marché, OFEN

Avertissement

Cette étude/ce rapport a été rédigé(e) pour le compte de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). Le mandataire est seul responsable de son contenu.

Date de publication

30.11.2020

En ratifiant l'Accord de Paris sur le climat, la Suisse s'est engagée à poursuivre l'objectif international consistant à rendre les flux financiers compatibles avec le climat (art. 2.1.c.). Dans le contexte des marchés financiers, le changement climatique acquiert une importance grandissante pour les acteurs non-gouvernementaux et les organismes de régulation, les acteurs financiers abordant ce sujet de différentes manières. Dans ce contexte se pose la question de savoir quelles mesures et stratégies mises en œuvre par les acteurs financiers peuvent contribuer efficacement à la réalisation des objectifs climatiques.

L'étude vise à examiner les voies de transmission théoriquement disponibles et les mesures correspondantes mises en œuvre par les acteurs financiers quant à leur impact sur le climat, sachant que cet impact doit être compris comme un changement pertinent pour le climat dans les entreprises de l'économie réelle. Est considéré l'impact pertinent pour le climat de six voies de transmission au total:

- Marché secondaire
- Investissements directs
- Biens immobiliers
- Assurances
- Crédit
- Politique

Le potentiel d'impact climatique de différentes mesures est examiné sur la base de récentes publications universitaires et non universitaires publiées entre janvier 2018 et mai 2020.

Les résultats de l'étude sont répartis dans le présent résumé, dans un rapport général d'environ 120 pages (en Allemand) et dans une base de données des publications dans laquelle les publications universitaires et non universitaires sont répertoriées avec leurs données bibliométriques et affectées aux voies de transmission. Les utilisateurs sont autorisés à faire usage du rapport général et de la base de données moyennant mention de la source correspondante.¹

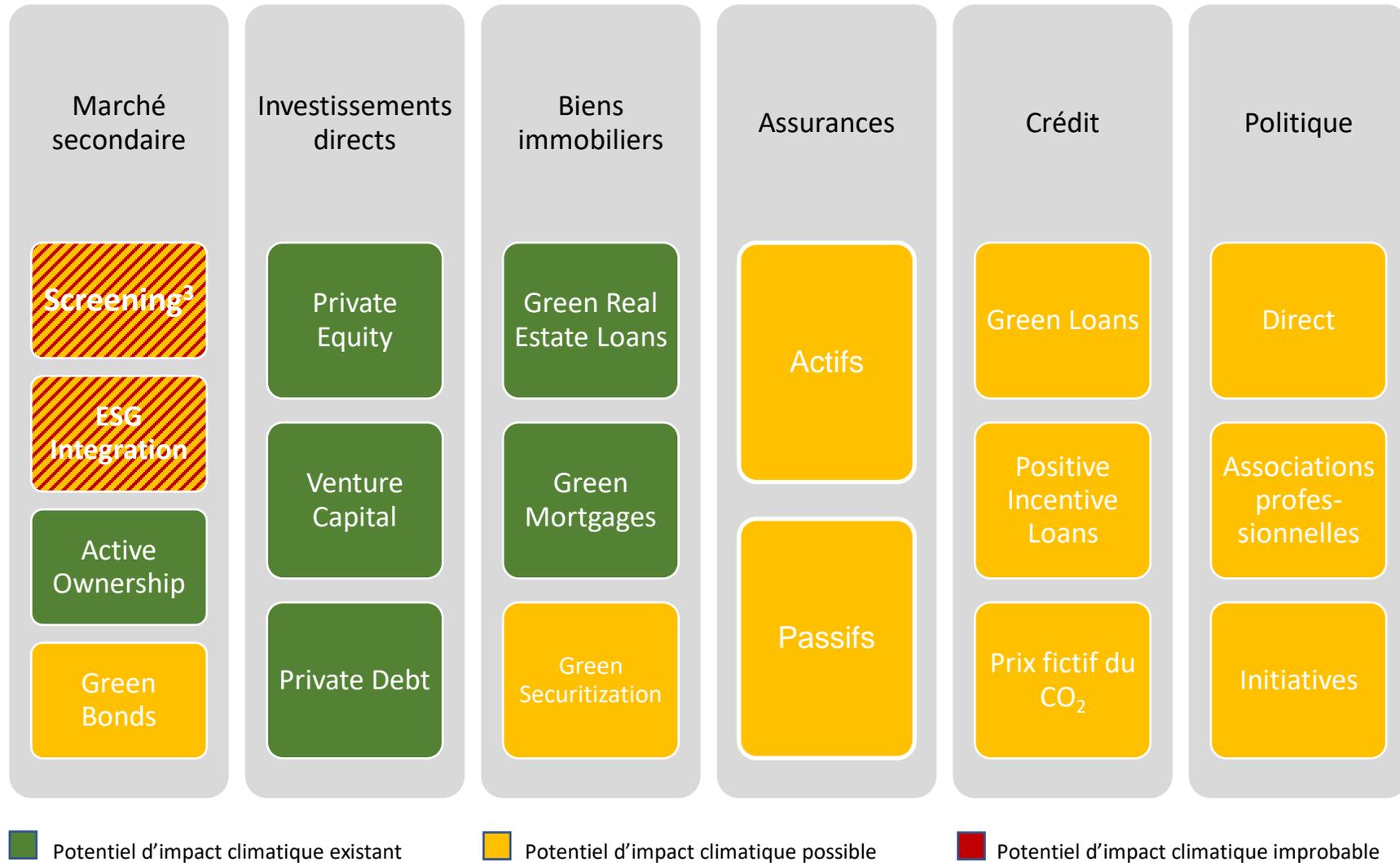
Le présent Executive Summary résume les principaux résultats à l'aide de trois illustrations:

- Vue d'ensemble des voies de transmission et des mesures
- Potentiel d'impact des voies de transmission et des mesures
- Conclusions et perspectives

Le résumé est également disponible en anglais et en allemand.

¹ Vous trouverez ces documents sur www.bafu.admin.ch/climat-et-marche-financier

Vue d'ensemble de la recherche actuel de l'impact climatique des mesures mises en œuvre par les acteurs financiers²



² Les six voies de transmission ont été définies par le mandataire (OFEV). L'échelle de couleurs est indicative et ne reproduit pas la granularité existante des différentes mesures en matière de potentiel d'impact pertinent pour le climat. L'évaluation se fait sur la base des publications répertoriées dans le cadre de cette étude.

³ Le terme de «screening» regroupe les approches suivantes conformément à l'US SIF: positives/best-in-class et negatives/exclusionary Screening.

Résultats détaillés en matière de potentiel d'impact des mesures pertinent pour le climat

Voies de transmission	Mesures	Messages clés	Conditions de l'efficacité climatique	Restrictions/risques
Marché secondaire	Screening & Divestment c.-à-d. essentiellement l'exclusion de certaines sociétés du portefeuille	<ul style="list-style-type: none"> > La pertinence des procédures d'exclusion n'est pas démontrée empiriquement. > Les procédures de screening ne sont pas des mesures axées sur les résultats. 	<ul style="list-style-type: none"> > La hausse du coût du capital dépasse les coûts d'opportunité d'adaptation du modèle commercial > Communication active de l'exclusion > Volume d'investissements important 	<ul style="list-style-type: none"> > Assouplissement à travers l'introduction de valeurs limites d'exclusion (p. ex. x% d'exposition du volume des ventes sont acceptables) > Transfert de propriété sans effet, avec business-as-usual ensuite (notamment pour les titres/investissements liquides)
	ESG Integration c.-à-d. que les critères environnementaux (E), sociaux (S) et de gestion d'entreprise (G) ont été pris en compte	<ul style="list-style-type: none"> > L'ESG Integration est généralement une mesure de gestion des risques. > L'impact climatique n'est pas démontré empiriquement et au plus un effet secondaire. > Le <i>tilting</i> (surpondération et sous-pondération) qui en résulte ne crée pas d'incitations substantielles provoquant des changements dans l'économie réelle. 	<ul style="list-style-type: none"> > Bonne disponibilité et qualité via les données d'entreprise > La transparence et les ESG sont intégrés à la décision d'investissement > Prise en compte des critères ESG matériels > Ecart suffisamment important par rapport aux critères de référence conventionnels > Volume d'investissements important 	<ul style="list-style-type: none"> > Collecte de données coûteuse > Données disponibles hétérogènes > La diversité des données et de leur utilisation réduit le potentiel d'impact
	Active Ownership c.-à-d. dialogue avec les entreprises par exercice du droit de vote et influence active	<ul style="list-style-type: none"> > Proxy Voting: impact climatique via la force du groupe réalisable. > Engagement: impact climatique ciblé est possible. 	<ul style="list-style-type: none"> > Influence notable existante (volume d'investissements, renommée, etc.) > Les mesures exigées de la part des entreprises doivent être matérielles et pertinentes pour le climat 	<ul style="list-style-type: none"> > Exige d'importantes ressources de la part des investisseurs > Expertise nécessaire en matière d'évaluation des aspects environnementaux
	Green Bonds c.-à-d. titres à revenu fixe pour la levée de capitaux destinés à des «projets verts»	<ul style="list-style-type: none"> > L'impact climatique (supplémentaire) des <i>Use of proceeds</i> (UoP) Bonds est peu étayé > Le capital affecté peut être efficace pour les Green Project Bonds 	<ul style="list-style-type: none"> > S'assurer que des projets «verts» existants ne changent pas simplement de nom, mais qu'un effet supplémentaire est atteint > Evaluation indépendante nécessaire (Second Party Opinion, Third Party Assurance, etc.) > Garantie de l'utilisation des fonds conformément au but de leur octroi 	<ul style="list-style-type: none"> > Réétiquetage («relabeling» en anglais) > Danger du greenwashing > Refinancement de projets déjà existants

Investissements directs	Private Equity Venture Capital Private Debt c.-à-d. mise à disposition de capital-risque	<ul style="list-style-type: none"> > Particulièrement adaptés au financement de jeunes entreprises innovantes en pleine croissance et contribuant activement à une économie zéro émission nette. > La présence d'investisseurs expérimentés a un effet de signal positif. 	<ul style="list-style-type: none"> > Influence des investisseurs plus forte pour des options de financement alternatif limitées > Modèle commercial compatible avec le climat > Expertise d'ordre climatique chez les investisseurs 	<ul style="list-style-type: none"> > Risque financier plus élevé > Restrictions de placements chez les propriétaires du capital (p. ex. caisses de pension) > Expertise nécessaire en matière d'évaluation des aspects environnementaux
Biens immobiliers	Green R.E. Loans Green Mortgages Renovation Loans c.-à-d. financement de «projets immobiliers verts»	<ul style="list-style-type: none"> > Fort potentiel d'impact en raison d'une influence directe dans le domaine immobilier. > Importante classe d'actifs pour beaucoup d'investisseurs. > Bibliographie limitée 	<ul style="list-style-type: none"> > Evaluation effective et mesurabilité des réductions d'émissions et des économies d'énergie 	<ul style="list-style-type: none"> > Expertise spécifique nécessaire
	Green Securitization c.-à-d. titrisation de «projets immobiliers verts»	<ul style="list-style-type: none"> > Fort effet de levier à travers la titrisation. > Bibliographie limitée 	<ul style="list-style-type: none"> > Ancrage de l'approche de <i>use of refinancing proceeds</i>, c.-à-d. que de nouveaux projets verts sont financés par la titrisation de ressources financières 	<ul style="list-style-type: none"> > Danger d'une nouvelle bulle sur le marché de la titrisation
Crédit	Green Loans c.-à-d. prêts pour des «projets verts»	<ul style="list-style-type: none"> > Efficacité possible à travers une utilisation des fonds conformément au but de leur octroi. > Coopérations avec des ONG en raison de leur expertise. > Impact climatique supplémentaire peu étayé. 	<ul style="list-style-type: none"> > Evaluation des conditions d'éligibilité > Paramètres mesurables > Evaluation indépendante 	<ul style="list-style-type: none"> > Expertise d'ordre climatique nécessaire chez les prêteurs
	Incentive Loans c.-à-d. que meilleures conditions de crédit sont assujetties à une bonne performance environnementale	<ul style="list-style-type: none"> > Se fonde sur la performance de durabilité globale d'une entreprise. > Large spectre d'applications, mais une utilisation du capital non spécifique réduit l'efficacité. 	<ul style="list-style-type: none"> > Efficacité du système d'incitation > Paramètres mesurables > Rapport périodique > Evaluation indépendante 	<ul style="list-style-type: none"> > Risque de dilution par utilisation abusive des fonds
	Prix fictifs du CO ₂ c.-à-d. que les prêteurs prennent en compte les risques climatiques	<ul style="list-style-type: none"> > Possibilité efficace de comptabiliser les risques liés à la transition (risques réglementaires, taxe sur le CO₂, systèmes d'échange de quotas d'émission, etc.). > Deux approches essentielles: Social Costs of Carbon (SOC), Social Value of Carbon (SVC). > Efficacité climatique peu étayée. 	<ul style="list-style-type: none"> > Un prix du CO₂ élevé est essentiel (US\$/ton of CO₂) > Utilisation généralisée possible au-delà des banques de développement 	<ul style="list-style-type: none"> > Importants écarts de prix du CO₂ > ~80% des pays ne connaissent pas aujourd'hui de prix explicite pour le CO₂ > Le prix moyen est trop faible, les coûts externes du CO₂ ne sont pas pris en compte
Assurances	Actifs c.-à-d. l'actif immobilisé et l'actif circulant	<ul style="list-style-type: none"> > Du côté des actifs, les assureurs agissent comme propriétaires du capital (Asset Owner) sur les marchés financiers publics et privés; les conclusions s'appliquent également aux autres voies de transmission. 	—	—

	Passifs c.-à-d. les fonds propres et les dettes dus aux prestations d'assurance	<ul style="list-style-type: none"> > Les assureurs peuvent créer des facteurs d'incitation et de dissuasion au niveau du produit afin d'encourager les comportements respectueux du climat de la part de leurs clients. > Risques liés à la transition pour assureurs: meilleures opportunités dans l'automobile et plus grands risques dans l'agriculture, l'énergie et la construction. > Expérience et expertise des assureurs quant aux risques climatiques comme multiplicateur. 	<ul style="list-style-type: none"> > Grand potentiel d'impact climatique > Part élevée du chiffre d'affaires > Les systèmes d'incitation efficaces sont fondamentaux > Mise à disposition d'expertise d'ordre climatique à d'autres acteurs financiers 	<ul style="list-style-type: none"> > Les produits d'assurance à haut potentiel d'impact climatique représentent une part relativement marginale du chiffre d'affaires > Conflits d'objectifs possibles, p. ex. avec les assurances sociales > Bibliographie peu fournie
Politique	Direct c.-à-d. que l'établissement financier s'implique activement sur le plan politique	<ul style="list-style-type: none"> > Chercher activement le dialogue politique afin de garantir l'orientation globale d'une économie réelle et financière conforme à l'Accord de Paris. > Effet de signal à travers le positionnement politique de l'entreprise (<i>Corporate Political Responsibility</i>). > Corrélation positive entre l'influence et la taille des investisseurs (AuM, réputation, etc.). 	<ul style="list-style-type: none"> > Crédibilité du comportement de l'établissement financier > Transparence au sujet de l'engagement politique > Lobbying en son propre nom et non via des agences de communication > Mécanismes de surveillance 	<ul style="list-style-type: none"> > Greenwashing > Perte de crédibilité > Effet difficilement mesurable à travers le dialogue politique
	Associations (professionnelles) c.-à-d. que les établissements financiers soutiennent les activités politiques de leurs associations	<ul style="list-style-type: none"> > Les investisseurs/entreprises peuvent avoir un impact politique indirect via les représentants des associations. > L'influence exercée par les prises de position émanant d'associations est essentielle. 	<ul style="list-style-type: none"> > Participation active au dialogue politique sur des sujets d'économie réelle et financière pertinents pour le climat > Communication transparente > Vérification de la conformité entre les déclarations des associations et l'opinion des membres. 	<ul style="list-style-type: none"> > Déclarations contradictoires dans la communication des associations et des membres («<i>misalignment</i>» en anglais)
	Initiatives c.-à-d. que les établissements financiers unissent leurs forces dans le cadre d'une initiative	<ul style="list-style-type: none"> > Le nombre d'initiatives augmente au niveau mondial. > De telles initiatives peuvent avoir un effet de signal fort. > Lignes directrices pour les entreprises et les investisseurs aident à avancer dans la même direction et à renforcer la pression. > Interface entre différents acteurs peut être dépassé. 	<ul style="list-style-type: none"> > Les initiatives avec accords volontaires relatifs à des mesures concrètes et mesurables portent leurs fruits > Les ambitions climatiques, écologiques et durables doivent être en phase avec les objectifs internationaux correspondants. 	<ul style="list-style-type: none"> > Perte de repères et dilution des mesures en raison d'une multitude d'initiatives > Peu d'ambition environnementale et orientation contradictoire des initiatives («<i>misalignment</i>» en anglais)

Principales conclusions de l'étude et perspectives

1

Mesurabilité de l'impact: difficile mais essentielle pour évaluer l'efficacité de mesures pertinentes pour le climat visant à atteindre les objectifs climatiques définis dans l'Accord de Paris.

2

Etat ACTUEL contre état VISÉ: l'impact climatique des acteurs financiers est défini comme un changement au sein des entreprises de l'économie réelle. L'essentiel n'est donc pas de récompenser l'état actuel, mais de financer des changements futurs: l'atteinte de l'état visé.

3

Marchés financiers privés contre marchés financiers publics: les changements futurs sont souvent financés par les marchés financiers privés. Un impact climatique plus direct peut être atteint dans le domaine Private Equity, Venture Capital et Private Debt par rapport aux marchés secondaires.

4

Performance des entreprises contre performance des projets: pour les entreprises en «transformation», la performance environnementale globale peut être faible, mais les projets individuels peuvent avoir une forte pertinence environnementale. Ces derniers peuvent néanmoins être éligible à une aide financière pour générer des changements.

5

Leviers chez les propriétaires du capital et les gestionnaires de fortune: si les Asset Owners exigent une transparence sur le plan climatique et une mesure de l'efficacité au niveau du reporting, cela conduit inmanquablement à l'utilisation d'informations pertinentes pour le climat pour les décisions d'investissement des Asset Managers. Inversement, les gestionnaires de fortune peuvent créer des incitations via des offres et des informations.

Contrôle indépendant et effet supplémentaire au lieu de renommer: pour éviter le risque de greenwashing, il est essentiel de procéder à un contrôle périodique indépendant des produits financiers qualifiés de «verts». La transparence est également nécessaire quant à la mesure dans laquelle un impact climatique supplémentaire est atteint. Des critères uniformes accroissent la transparence et le potentiel d'impact.

6

Perte de confiance due au greenwashing: une perte de confiance dans les produits financiers verts de la part des investisseurs aurait de lourdes conséquences et pourrait compromettre le travail d'initiatives vertes durables.

7

Utilisation du produit du refinancement: le produit du marché de la titrisation devrait également être utilisé pour (re)financer des projets verts afin de garantir une circulation verte de capital.

8

Initiatives aux accords volontaires mesurables: les initiatives efficaces sur le plan climatique sont en particulier celles dont les membres s'engagent à mettre en œuvre des mesures concrètes mesurables et quantifiables.

9

Impact par le lobbying envers la politique verte: des activités politiques transparentes et un engagement public peuvent contribuer à une accélération du passage à une économie à faibles émissions de carbone.

10

Annexe 1: affectation de références bibliographiques choisies aux différentes voies de transmission (2018-2020)[§]

Voies de transmission	Bibliographie
Marché secondaire	<p>2° Investing Initiative. (2019). Impact Washing Gets A Free Ride: An Analysis of the Draft EU Ecolabel Criteria for Financial Products. [LINK]</p> <p>Berg, F., Kölbl, J. & Rigobon, R. (2019). Aggregate Confusion: The Divergence of ESG Ratings. SSRN Electronic Journal. [LINK]</p> <p>Blitz, D. & Swinkels, L. (2020). Is Exclusion Effective? The Journal of Portfolio Management, 46(3), 42–48. [LINK]</p> <p>Chowdhry, B., Davies, S. W. & Waters, B. (2019). Investing for Impact. The Review of Financial Studies, 32(3), 864–904. [LINK]</p> <p>Flammer, C. (2019). Green Bonds: Effectiveness and Implications for Public Policy. Cambridge, MA. [LINK]</p> <p>Giese, G., Lee, L.-E., Melas, D., Nagy, Z. & Nishikawa, L. (2019a). Consistent ESG through ESG Benchmarks. The Journal of Index Investing, 10(2), 24–42. [LINK]</p> <p>ICF, (2020). Industrial Innovation: Pathways to deep decarbonisation of Industry. Part 2: Scenario analysis and pathways to deep decarbonisation. [LINK]</p> <p>Kapraun, J. & Scheins, C. (2019). (In)-Credibly Green: Which Bonds Trade at a Green Bond Premium? SSRN Electronic Journal. [LINK]</p> <p>Kölbl, J., Heeb, F., Paetzold, F. & Busch, T. (2020). Can Sustainable Investing Save the World? Reviewing the Mechanisms of Investor Impact. Organization & Environment, 33(4), 554–574. [LINK]</p> <p>Larcker, D. F. & Watts, E. M. (2020). Where's the greenium? Journal of Accounting and Economics, 69(2-3), 101312. [LINK]</p> <p>Morgan, J. & Tumlinson, J. (2019). Corporate Provision of Public Goods. Management Science, 65(10), 4489–4504. [LINK]</p> <p>Oehmke, M. & Opp, M. M. (2019). A Theory of Socially Responsible Investment. SSRN Electronic Journal. [LINK]</p> <p>Pastor, L., Stambaugh, R. F. & Taylor, L. A. (2019). Sustainable Investing in Equilibrium. SSRN Electronic Journal. [LINK]</p> <p>Rohleder, M., Wilkens, M. & Zink, J. (2020). The Effects of Decarbonizing Institutional Portfolios on Stock Prices and Carbon Emissions. SSRN Electronic Journal. [LINK]</p>
Investissements directs	<p>Jung, J., Herbohn, K. & Clarkson, P. (2018). Carbon Risk, Carbon Risk Awareness and the Cost of Debt Financing. Journal of Business Ethics, 150(4), 1151–1171. [LINK]</p> <p>Ragosa, G. & Warren, P. (2019). Unpacking the determinants of cross-border private investment in renewable energy in developing countries. Journal of Cleaner Production, 235, 854–865. [LINK]</p> <p>PRI. (2019). Spotlight on Responsible Investment in Private Debt. [LINK]</p>
Biens immobiliers	<p>2° Investing Initiative (Hg.). (2018). The Elephant in the Room: Aligning Global Bond Markets with Climate Goals. [LINK]</p> <p>IFC. (2019). Green Buildings: A Finance and Policy Blueprint for Emerging Markets. [LINK]</p> <p>PWC & WWF. (2019). Paradigm shift in financial markets: The economic and legal impacts of the EU Action Plan Sustainable Finance on the Swiss financial sector. [LINK]</p>
Crédit	<p>Byrd, J. W., Cooperman, E. S. & Hickman, K. (2020). Capital Budgeting and Climate Change: Does Corporate Internal Carbon Pricing Reduce CO2 Emissions. SSRN Electronic Journal. [LINK]</p> <p>Carattini, S. & Sen, S. (2019). Carbon Taxes and Stranded Assets: Evidence from Washington State. CESifo Working Paper, No. 7785, 1–57. [LINK]</p> <p>CISL. (2020). Bank 2030: Accelerating the transition to a low carbon economy. [LINK]</p> <p>European Investment Bank (Hg.). (2020a). Carbon Footprint Report 2019: Greenhouse gas emissions resulting from EIB Group internal operations. [LINK]</p> <p>European Investment Bank (Hg.). (2020b). EIB Project Carbon Footprint Methodologies: Methodologies for the Assessment of Project GHG Emissions and Emission Variations. [LINK]</p> <p>Loan Market Association (Hg.). (2020). Sustainability Linked Loan Principles: Supporting environmentally and socially sustainable economic activity. [LINK]</p> <p>Ralite, S. (2019). There are more effective alternatives to the Green Supporting Factor: Responsible Investor's latest instalment of The EU Action Plan. Response Global Media Limited. [LINK]</p>
Assurances	<p>IFC. (2019). Green Buildings: A Finance and Policy Blueprint for Emerging Markets. [LINK]</p> <p>Kruttli, M. S., Roth Tran, B. & Watugala, S. W. (2019). Pricing Poseidon: Extreme Weather Uncertainty and Firm Return Dynamics. SSRN Electronic Journal. [LINK]</p> <p>Kölbl, J., Leippold, M., Rillaerts, J. & Wang, Q. (2020). Does the CDS Market Reflect Regulatory Climate Risk Disclosures? SSRN Electronic Journal. Advance online publication. [LINK]</p> <p>UNEP. (2020). Using hindsight and foresight - Enhancing the insurance industry's assessment of climate change futures. [LINK]</p>
Politique	<p>Chronos Sustainability (Hg.). (2020). Investors Take Next Step to Promote Responsible Climate Change Lobbying. [LINK]</p> <p>Fast Company (Hg.). (2018). Corporations' green promises are often undermined by their lobbying. [LINK]</p> <p>InfluenceMap (Hg.). (2019). The EU's Sustainable Finance Taxonomy: An analysis of how business has sought to influence this key EU policy. [LINK]</p> <p>Lyon, T. P., et al. (2018). CSR Needs CPR: Corporate Sustainability and Politics. <i>California Management Review</i>, 60(4), 5-24. [LINK]</p> <p>PRI. (2018a). Converging on Climate Lobbying: Aligning Corporate Practice with Investor Expectations. [LINK]</p>

[§] Il s'agit d'une sélection de publications universitaires et non universitaires présentant un intérêt pour les voies de transmission correspondantes, sachant qu'il n'est pas exclu qu'elles présentent également un intérêt pour d'autres voies de transmission. Il ne s'agit pas de la liste bibliographique exhaustive répertoriée. Le nombre de publications par voie de transmission n'est pas représentatif de la population étudiée.

